

Depuis Carcassonne, le Syndicat des vignerons prévient : "Le feu menace, messieurs les responsables parisiens"

Le 05 novembre à 15h37 par A. C. | Mis à jour le 05 novembre



Premiers feux de poubelles devant la DDTM.(Photo par N. A.-V.)



Frédéric Rouanet : "Ne pas tenir ses promesses, c'est prendre les gens pour des cons."(Photo par N. A.-V.)



Serge Vialette : "Nous sommes le bon sens paysan".(Photo par N. A.-V.)



Jean-François Rémy : "On se fout de nous".(Photo par N. A.-V.)



Premiers feux de poubelles devant la DDTM.(Photo par N. A.-V.)

Les trois leaders syndicaux **Jean-Francois Remy** (JA), **Frédéric Rouanet** (syndicat des vigneron) et **Serge Vialette** (FDSEA) viennent d'achever leurs discours place Davilla. Des prises de parole de 30 minutes pour dire la colère et la lassitude de agriculteurs et viticulteurs. Le responsable des JA a jugé "*que l'administration marche sur la tête*", en référence aux difficultés faites aux candidats à l'installation : "***On se fout de nous. Vous avez en face de vous des agriculteurs en colère qui en ont marre qu'on les presse comme des citrons.***"

Même ton pour Frederic Rouanet, lasse des promesses : "*Il y en a marre de se faire balader. Il serait facile de nous porter a des actions extrêmes face a des procédés du gouvernement indignes.*" Et de répéter que l'enveloppe de **2,5 millions d'euros** pour les viticulteurs grêles n'était "*toujours pas arrivée dans l'Aude. Ne pas tenir ses promesses, c'est prendre les gens pour des cons. Le feu menace, messieurs les responsables parisiens.*"

Avertissement répète par Serge Vialette, qui jugeait "*scandaleux de supprimer les financements de la chambre d'agriculture*". Tout comme il estime irresponsable de "*classer 105 communes en zone vulnérable sans aucune concertation. Nous sommes le bon sens paysan, qu'on nous écoute : le DDTM a deux choix, représenter Paris à Carcassonne ou Carcassonne à Paris.*"

Appel lancé avant de rallier cette DDTM où ils doivent verser "***le fumier et le lisier que nous n'avons pas le droit d'épandre***". Avec un avertissement : "***Nous appelons au calme et à la dignité. Mais nous vous demanderons de revenir avec une détermination tout autre si nos revendications ne sont pas entendues***".